

DELEGATION REGIONALE

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES ET SERVICES

MARCHE EN PROCEDURE ADAPTEE

OBJET DU MARCHE
MAPA Régional pour le contrôle annuel de sécurité de centrifugeuses, micro centrifugeuses et ultracentrifugeuses

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES VALANT ACTE
D'ENGAGEMENT**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES.....	4
1.1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)	4
1.2. LE TITULAIRE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2. CARACTERISQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	5
2.1. Objet.....	5
2.2. Forme et montant.....	5
2.3. Allotissement.....	5
2.4. Durée	5
ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 4. Détails des prestations	6
4.1. Exigences minimales	7
ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
5.1. Représentant des parties.....	10
5.1.1. Représentant de l'INSERM	10
5.1.2. Représentant du titulaire	11
5.2. Lieu d'exécution	11
5.2.1. Adresse	11
5.2.2. Plan de prévention	11
5.2.3. Accès aux sites classés en Zones à Régime Restrictif (ZRR).....	12
5.2.4. Bon de livraison.....	12
ARTICLE 6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	12
6.1. Obligation de conseil.....	12
6.2. Obligation de confidentialité.....	13
6.3. Obligations d'information de modifications affectant le titulaire	13
6.4. Obligations réglementaires	13
ARTICLE 7. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	13
7.1. Opérations de vérification	13
7.2. Décision après vérification	14
ARTICLE 8. REGIME FINANCIER.....	14
8.1. Contenu des prix.....	14
8.2. Forme des prix	14
8.3. Emission des bons de commande	15
8.4. Facturation et paiement	16
8.4.1. Modalités de facturation	16
8.4.2. Transmission de la facture	16
8.4.3. Règlement	17
8.5. Délai de paiement	17

8.5.1. Délai de paiement	17
8.5.2. Intérêts moratoires	18
8.6. Ordonnateur de la dépense et comptable assignataire	18
ARTICLE 9. MODIFICATIONS	19
9.1. Modification du marché.....	19
9.2. Modifications mineures relatives au titulaire	19
9.3. Changement de titulaire.....	19
ARTICLE 10. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ...	20
ARTICLE 11. PENALITES	20
11.1. Défaut de remise de rapport	20
11.2. Absence d'étiquette de conformité	20
11.3. Avis de passage faisant défaut.....	20
11.4. Pénalités pour non-respect des engagements pris en matière de protection de l'environnement	20
ARTICLE 12. SOUS-TRAITANT.....	20
12.1. Procédure d'agrément	21
12.2. Modalités de paiement des sous-traitants	21
ARTICLE 13. Assurance RESPONSABILITE CIVILE	22
ARTICLE 14. RESILIATION	22
ARTICLE 15. DIFFERENDS – LITIGES	23
ARTICLE 16. ENGAGEMENT DES PARTIES	23
16.1. ENGAGEMENT DU TITULAIRE.....	23
16.2. ENGAGEMENT DE L'INSERM	23

ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)

Délégation Régionale Occitanie Pyrénées

Immeuble Le Belvédère - 4ème étage

11 boulevard des Récollets

CS97802

31078 TOULOUSE CEDEX 4

Représenté par Monsieur Sylvain Bourgoïn, Délégué Régional

Ci-après désigné par « l'Inserm » ou « l'établissement » ou « l'Acheteur »

Ce marché est passé au profit des unités relevant de la circonscription Occitanie Pyrénées.
Les unités concernées sont indiquées dans l'annexe 1 du présent document intitulé « Parc »

1.2. LE TITULAIRE DU MARCHE

La société :

Adresse :
.....

Téléphone :

Courriel :

Identifié au RCS de sous le numéro

Numéro d'identité de l'établissement (SIRET) :

Code d'activité économique principale (APE) :

Représenté par : agissant en qualité de

Désigné ci-après par « **Le Titulaire** »

ARTICLE 2. CARACTERISQUES PRINCIPALES DU MARCHE

2.1. OBJET

Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations de contrôle annuel / vérification des centrifugeuses, micro-centrifugeuses et ultracentrifugeuses au bénéfice des structures de recherche relevant de la circonscription administrative de l'Inserm Occitanie Pyrénées

2.2. FORME ET MONTANT

Le marché public constitue un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande, en application de l'article L.2125-1 1° ainsi que des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à :

- 34 750,00 € HT par an
- 139 000,00 € H, toutes reconductions éventuelles comprises

A titre indicatif, le montant estimatif de l'accord-cadre est de :

- 25 000,00 € HT par an
- 100 000,00 € HT toutes reconductions comprises

2.3. ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre n'est pas alloti.

2.4. DUREE

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an.

Le marché est reconductible par tacite reconduction 3 fois par période de 12 mois sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

Le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction du marché public.

La non-reconduction prend la forme d'une décision écrite de l'Inserm adressée en recommandé avec accusé de réception au titulaire au moins un mois avant la fin de chaque période contractuelle. La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Les bons de commande ont une durée de validité allant de leur date d'émission jusqu'à l'admission définitive des prestations qui y sont rattachées.

ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après par ordre de priorité décroissant :

- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) valant acte d'engagement (AE) – INSERM-OCCP-2025-34 et ses annexes :
- Les annexes au CCP valant AE :
 - ⇒ Annexe 1 « Parc »

- L'annexe financière du présent CCP valant AE – BPU - INSERM-OCCP-2025-34
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) issu du décret du 30 mars 2021. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- L'offre du titulaire comprenant a minima les informations suivantes :
 - Méthodologie proposée
 - Les matériels utilisés pour la réalisation du contrôle
 - Les informations relatives à l'équipe dédiée
 - Les mesures prises pour la protection de l'environnement dans l'exécution du marché.

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le titulaire et contraire aux clauses du présent CCP ou du CCAG/FCS est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre le CCP et le CCAG/FCS, le CCP prévaut pour l'obligation en cause.

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG/FCS, le présent CCP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG/FCS.

ARTICLE 4. DETAILS DES PRESTATIONS

Ce marché est passé par la Délégation Régionale, au bénéfice des structures de recherche relevant de la circonscription administrative de Délégation Régionale Occitanie Pyrénées de l'Inserm. Les structures de recherche sont réparties sur les sites suivants :

- Site de Purpan,
- Site de Rangueil,
- Site de l'Oncopole de Toulouse à Langlade.

Ce marché porte exclusivement sur la réalisation des contrôles réglementaires périodiques et réguliers. En cas de dysfonctionnement avéré des équipements de centrifugation, il appartiendra aux structures de recherche concernées de mettre en œuvre les actions afin de rétablir la conformité du matériel.

L'intervention vise uniquement à mesurer les paramètres de fonctionnement des centrifugeuses, micro-centrifugeuses et ultracentrifugeuses dans leur état actuel. Elle exclut tout réglage préalable ou postérieur, toute modification de la configuration des équipements, ainsi que toute opération de maintenance ou de remise en état.

Une liste des matériels (Annexe 1 au CCP valant AE) avec leur localisation est donnée à titre indicatif et non contractuel.

Le Titulaire devra exécuter la prestation conformément au Cahier des Charges défini à l'article 5.1 ci-après.

4.1. **EXIGENCES MINIMALES**

Le présent contrat entre dans le cadre du contrôle réglementaire obligatoire du matériel de laboratoire.

Le prestataire s'engage à contrôler, en conformité avec les obligations établies par le code du travail (arrêté du 5 mars 1993 articles 2 et 3) les équipements identifiés en annexe 1.

- Le prestataire est tenu à une obligation de résultat comprenant :
 - La réalisation des prestations nécessaires au contrôle des équipements ;
 - L'identification et la signalisation des dysfonctionnements affectant les équipements ;
 - L'utilisation de matériel dûment étalonné et conforme.
- Le prestataire s'engage à effectuer un contrôle par an pour chaque équipement. La date et l'heure de chaque contrôle seront fixées d'un commun accord avec les interlocuteurs désignés en annexe 2 du présent CCP (Présentation DR INSERM), au moins un mois à l'avance. Une confirmation devra être adressée par courriel au minimum quinze (15) jours avant la date prévue du contrôle.
- Un plan de prévention des risques sera établi avant toute intervention sur le site. A cette occasion, la liste des assistants de prévention sera vérifiée entre le titulaire et l'ingénieur en prévention
- Le prestataire s'engage à faire effectuer les contrôles par des personnes ayant la compétence requise (notamment les ultracentrifugeuses). Le candidat s'engage à donner la charge de ces contrôles à un personnel qualifié ayant une formation reconnue dans le contrôle de tels équipements (joindre les preuves de qualification/stages de formation chez un fabricant d'équipement). Ce personnel devra avoir un minimum de connaissance dans l'utilisation de ces équipements.
- Si lors des premiers contrôles l'Inserm constate des lacunes importantes du personnel affecté à cette mission, le Client sera en droit d'exiger le remplacement de l'opérateur en charge du contrôle et un nouveau contrôle de tous les équipements ayant déjà fait l'objet d'un contrôle par le précédent opérateur.
- Le laboratoire s'assurera que les centrifugeuses ne sont pas soumises à des risques de contamination. Le cas échéant, une attestation d'innocuité certifiant que le matériel a été nettoyé et décontaminé le jour de l'intervention du prestataire sera fourni.
- Le personnel d'intervention se présente dans chaque structure avant chaque visite à la personne concernée pour le site en question (voir Annexe 2 du présent CCP– Présentation DR INSERM)
- Une autorisation d'intervention sera délivrée le jour de la prestation. Cette autorisation signée par la personne concernée pour le site en question (voir Annexe 2 du présent CCP– Présentation DR INSERM) et le prestataire, attestera de la non contamination du matériel et de l'absence de risque dans l'environnement immédiat de l'intervention.

- Dès la fin de l'intervention, une étiquette stipulant la date de visite et la conformité au contrôle sera apposée sur le matériel contrôlé. A défaut une pénalité de 50€ sera appliquée.
- Le prestataire s'engage à signer le registre de sécurité à la fin du contrôle.
- Dans les cas où la santé et/ou la sécurité des personnes ou des biens se trouverait menacée par l'utilisation du matériel contrôlé, le TITULAIRE doit alors, dès constat et de sa propre initiative, avertir immédiatement l'Ingénieur en prévention de l'Inserm (voir coordonnées à l'article 6.1.1 du présent CCP) et la personne désignée pour le site concernée (voir Annexe 2 du CCP– Présentation DR INSERM) qui prendront les mesures qui s'imposent (mise hors service des équipements).
- Les équipements fonctionnant avant l'opération de contrôle devront être en état de fonctionnement après l'opération de contrôle.
- **Le contrôleur veillera que suite à son intervention, l'équipement contrôlé ne se mette pas en défaut (balourd).**
- En cas de survenance d'un dysfonctionnement après l'intervention de contrôle le Titulaire sera responsable de la remise en bon fonctionnement de l'équipement. S'il ne s'acquitte pas de cette remise en bon fonctionnement le Client sera dans son droit de faire réaliser l'intervention par un prestataire et ce à la charge du Titulaire.
- Concernant le compte-rendu d'intervention :

Le prestataire fournira un compte-rendu d'intervention indépendant par Unité en exemplaire : électronique de préférence. Une synthèse par unité de l'état de conformité du matériel sera annexée au compte-rendu.

Le personnel d'intervention établit la liste des équipements contrôlés après chaque visite dans chaque structure. Un compte-rendu d'intervention sera établi par le TITULAIRE représentant l'ensemble des points de contrôle précisés au marché et attestant que les interventions prévues au marché ont été effectuées et mentionnant les dates de l'intervention.

Le compte-rendu doit également rapporter les anomalies et les risques pour la santé et la sécurité du personnel et de l'environnement liés à l'utilisation des équipements. L'Acheteur se réserve le droit de vérifier et contrôler la véracité des données.

Pour chaque équipement contrôlé, le TITULAIRE devra indiquer sur l'appareil, le jour de la vérification, si celui-ci est conforme et fonctionnel ou non.

Les comptes rendus sont établis de manière individuelle et selon les modèles détaillés pour chaque type de matériel.

Les comptes rendus doivent être remis obligatoirement aux correspondants sur site (assistant de prévention), une synthèse devra être transmise à l'Ingénieur hygiène et sécurité de l'INSERM.

Le défaut de remise de rapport (par appareil contrôlé) et de la synthèse fait l'objet d'une pénalité automatique de 15 €, sans mise en demeure.

B) Annexe : Extrait de l'arrêté du 5 mars 1993 soumettant certains équipements de travail à faire l'objet de vérifications générales périodiques prévues à l'article R. 233-11 du code du travail

Article 2

Les équipements de travail suivants doivent avoir fait l'objet, depuis moins de douze mois au moment de leur utilisation, de la vérification générale périodique prévue à l'article R. 233-11 du code du travail :

(...)

- centrifugeuses ;

(...)

Article 3

Les vérifications générales périodiques, visées au article 1er et 2nd, doivent porter sur l'ensemble des éléments dont la détérioration est susceptible de créer un danger. Ces vérifications, limitées aux parties visibles et aux éléments accessibles par démontage des carters ou capots, sont les suivantes :

a) Vérification visuelle de l'état physique du matériel ;

- stabilité de la machine et de ses équipements (fixation des éléments qui pourraient tomber ou être projetés) ;

- fixation des éléments de protection ;

- état des matériaux (notamment détection des fissures, déformations et oxydations anormales) ;

- état de propreté (notamment accumulation de poussières, de déchets, de copeaux) ;

- état des filtres et des échappements ;

- état des liaisons et des raccordements électriques, hydrauliques et pneumatiques.

b) Vérification des éléments fonctionnels concourant au travail par des essais de fonctionnement :

- présence et fonctionnement des dispositifs de protection dans tous les modes de fonctionnement ;

- caractéristiques anormales de fonctionnement (notamment bruit, vibrations, température, chocs) ;
- fonctionnement des dispositifs d'arrêt automatiques ou à actionnement volontaire ;
- fonctionnement des dispositifs d'arrêt associés à une fonction de protection.

c) Vérification des réglages et des jeux :

- niveau des fluides ;
- pression d'air, d'huile ;
- état des ressorts (notamment dans les dispositifs de freinage et d'embrayage) ;
- appréciation des jeux anormaux dans les organes mécaniques de commande ;
- état des pièces d'usure (notamment garnitures de freins et d'embrayage) ;
- réglage des fins de course.

d) Vérification de l'état des indicateurs :

- état des appareils de mesure (notamment manomètres, thermomètres, tachymètres) ;
- état des dispositifs de signalisation (notamment voyants et inscriptions).

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1. REPRESENTANT DES PARTIES

5.1.1. REPRESENTANT DE L'INSERM

Le Représentant de l'Inserm désigne une personne habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Inserm en cours d'exécution du marché. L'Inserm notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

A titre informatif, il s'agit des personnes indiquées dans l'annexe 2 du présent CCP valant AE « Présentation DR INSERM »

Le Conseiller en prévention de l'Inserm Délégation Régionale Occitanie Pyrénées est Monsieur Benjamin Dehaye :

- Tel. +33 (0)5 62 74 83 62 | Mob. +33 (0)6 64 83 73 51
- benjamin.dehaye@inserm.fr

5.1.2. REPRESENTANT DU TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Inserm, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

5.2. LIEU D'EXECUTION

5.2.1. ADRESSE

Les prestations devront être effectuées sur les sites indiqués dans l'annexe 2 du CCP– Présentation DR INSERM

L'adresse de livraison est rappelée sur chaque bon de commande.

Jours et horaires de livraison : à définir d'un commun accord entre le titulaire et l'unité bénéficiaire

Personnes à contacter pour la livraison : il s'agit des correspondant indiqués dans l'annexe 2 du CCP– Présentation DR INSERM

Conformément à l'article 20.3 du CCAG/FCS, le transport est sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison.

5.2.2. PLAN DE PREVENTION

Il sera établi par écrit conjointement par le TITULAIRE et l'Acheteur, et arrêté avant le commencement de l'intervention, un plan de prévention conforme aux dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992, de l'arrêté du 19 mars 1993 et du Code du travail art. R4511-1 à R4513-13.

Ce plan de prévention décrira l'analyse des risques liés à l'intervention et les mesures de prévention à mettre en place pour prévenir ces risques et sera considéré comme annexe au présent marché.

Le TITULAIRE accepte les clauses du plan de prévention et a la responsabilité de les faire appliquer à toutes les personnes mandatées par son entreprise dans les locaux concernés (Code du travail R4512-15 et -16). Le TITULAIRE a également la responsabilité de les faire appliquer à toutes personnes mandatées par son entreprise dans les locaux concernés (Code du travail R4511-6).

En cas de non-respect du plan de prévention constaté et communiqué au TITULAIRE par écrit, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le présent marché et d'interdire définitivement l'accès aux locaux, par lettre recommandée avec accusé de réception avec prise d'effet immédiate, à la réception de celle-ci, sans que le TITULAIRE ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le TITULAIRE doit signaler par écrit à l'Ingénieur en prévention (voir coordonnées à l'article 5.1.1 du présent CCP valant AE) toute réserve ou incapacité sur la mise en œuvre des clauses du plan de prévention ou du protocole de sécurité.

En cas de pénétration par le TITULAIRE ou un de ses préposés dans un local sans autorisation, la conséquence sera l'interdiction immédiate d'accès à l'INSERM et à ses locaux.

En cas de non-respect des clauses énoncées, des normes de sécurité ou des instructions de l'Inserm, tous les dommages causés aux bâtiments, installations, équipements ainsi qu'à la santé et la sécurité des personnels seront exclusivement à la charge du TITULAIRE.

Par ailleurs, le TITULAIRE doit respecter les réglementations et normes de sécurité applicables aux locaux (Immeubles de Grande hauteur, Etablissement Recevant du Public, Etablissement soumis au Code du travail).

5.2.3. ACCES AUX SITES CLASSES EN ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal en vigueur et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

5.2.4. BON DE LIVRAISON

Chaque prestation livrée par le titulaire doit être accompagné d'un bon de livraison et conformément à l'article 21.2 du CCAG/ FCS comporte les éléments suivants :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

La livraison des prestations est constatée par la signature du compte-rendu d'intervention, dont chaque partie conserve un exemplaire.

ARTICLE 6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1. OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

6.2. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG/FCS, le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

6.3. OBLIGATIONS D'INFORMATION DE MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

6.4. OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

Le titulaire est tenu de produire les pièces mentionnées à l'article [D8222-5](#) ou [D8222-7](#) du Code du travail tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite <http://www.e-attestations.com/fr/>.

ARTICLE 7. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1. OPERATIONS DE VERIFICATION

La vérification est effectuée dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS.

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification quantitatives et qualitatives peuvent s'effectuer en l'absence du titulaire du marché ou de son représentant.

La personne habilitée à procéder aux opérations de vérification et d'admission est le Directeur de l'unité ou son représentant.

7.2. DECISION APRES VERIFICATION

A l'issue des opérations de vérification, l'Inserm prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions fixées à l'article 30 du CCAG/FCS.

Ajournement : La décision d'ajournement a pour effet d'interrompre l'exécution du marché et de reporter la décision d'admission de l'équipement, sous réserves de modifications incombant au Titulaire.

Ce dernier doit signifier à l'Inserm son acceptation desdites modifications par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 10 jours à compter de la réception par le Titulaire de la décision d'ajournement.

Admission avec réfaction : La décision d'admission avec réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Rejet : Lorsque l'Inserm juge que le matériel fourni appelle les réserves telles qu'il ne lui apparaît pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, il notifie une décision motivée de rejet. Le Titulaire dispose d'un délai de 10 jours à compter de la réception de la décision de rejet pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'Inserm. Si le Titulaire formule des observations, l'Inserm dispose du même délai pour notifier sa décision.

La décision de rejet prononcée par l'Inserm entraîne le remplacement des fournitures, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 8. REGIME FINANCIER

8.1. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

8.2. FORME DES PRIX

L'euro est la monnaie de compte de l'accord-cadre.

Les prix sont des prix unitaires conformes au bordereau des prix unitaires de l'annexe financière au présent CCP valant AE. Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux prestations réellement exécutées.

Aux prix HT s'applique la taxe à la valeur ajoutée (TVA) selon le taux en vigueur au jour de la livraison.

Les prix sont réputés être établis aux conditions économiques de la date de remise des offres.

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG/FCS, les prix sont fermes pendant la première période contractuelle puis révisables annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre en cas de reconduction.

Le titulaire adresse à l'Inserm ses nouveaux tarifs révisés au minimum trente jours avant leur date de mise en application à l'adresse : achats.dr-toulouse@inserm.fr

L'Inserm dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception des nouveaux tarifs pour faire part au titulaire de son éventuel désaccord.

Si l'Inserm ne manifeste pas d'opposition aux nouveaux prix, leur application sera effective à compter de la date anniversaire du présent accord-cadre.

L'Inserm se réserve la possibilité, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, de résilier sans indemnité le présent marché après un préavis d'un mois, en cas d'augmentation annuelle des prix supérieure à 3%.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

8.3. EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande émis est signé ou validé par l'ordonnateur de l'Inserm concerné (ou son représentant dûment habilité) et est envoyé par mail au titulaire qui doit en accuser réception.

Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire dès la prise d'effet de l'accord-cadre auquel ils se rattachent, et ce jusqu'à l'expiration de la durée de validité de cet accord-cadre. À l'expiration de l'accord-cadre, aucun bon de commande ne pourra plus être émis.

Les bons de commande émis avant la date d'expiration de l'accord-cadre auquel ils se rattachent, dont l'exécution s'étend au-delà de cette date, doivent être exécutés entièrement par le titulaire.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix prévus à l'annexe financière du présent accord-cadre.

Les bons de commande portent obligatoirement les mentions suivantes :

- la référence au présent accord-cadre (objet et numéro) ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- le(s) intervenant(s) dédié(s) pour l'exécution des prestations et leurs coordonnées de contact ;
- les prix des prestations HT et TTC tels que prévus dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- les modalités d'exécution telles que :

- la date limite de livraison,
- l'adresse exacte de livraison.
- Le numéro de Siret : Identifiant de la délégation régionale Inserm : 180 036 048 02938
- Le code service : permet d'identifier le service concerné par la facture : indiqué sur le bon de commande
- Le numéro d'engagement : numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par le millésime.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, à compter de la réception de la commande, le titulaire dispose d'un délai de 3 jours ouvrés pour émettre des observations par écrit à l'émetteur du bon de commande ou son représentant.

8.4. FACTURATION ET PAIEMENT

8.4.1. MODALITES DE FACTURATION

Pour le paiement, le titulaire adresse une facture correspondant aux prestations fournies, libellée à la Délégation Régionale Occitanie Pyrénées

Elles seront établies après constatation du service fait et devront être accompagnées du bon de livraison.

Elles sont établies en un original, à terme échu.

Chaque facture devra comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- le nom et l'adresse complète de la Délégation de l'Inserm concernée par le marché ;
- l'identification du Titulaire (nom ou raison social, adresse, numéro SIREN ou SIRET)
- le numéro et la date d'établissement de la facture
- la désignation de la fourniture ou la description des prestations exécutées et leur prix facturé conformément au marché
- le montant hors taxes de la facture ;
- le taux ou le montant de la TVA ;
- le montant T.T.C. de la facture ;
- le numéro du présent marché ;
- la référence du bon de commande relatif au présent marché ;
- la date de la livraison
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure dans le présent CCP.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au Titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

8.4.2. TRANSMISSION DE LA FACTURE

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses

cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour information, la réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

Les structures logiques des Siret et du Code Service sont présentes sur le portail Chorus Pro, afin d'assurer un premier acheminement de vos factures vers les utilisateurs concernés.

Le numéro de bon de commande reste nécessaire pour l'étape de rapprochement entre la facture et la commande. Par ailleurs, les documents porteront en zone non obligatoires les références de marché ou de contrats qui permettent leurs rapprochements en l'absence d'un numéro de bon de commande.

8.4.3. REGLEMENT

Le mode de règlement du présent marché est celui du virement bancaire.

Titulaire	:
Intitulé bancaire ou postal	:
Adresse	:
Code Banque ou Postal	:
Code Guichet	:
au compte n°	:
Clé RIB ou RIB	:

Le titulaire joint un RIB à l'appui de son offre.

Le Titulaire s'engage à informer l'INSERM de toute modification de ses coordonnées bancaires avant la transmission de ses factures.

8.5. DELAI DE PAIEMENT

8.5.1. DELAI DE PAIEMENT

L'Inserm se libère des sommes dues par virement au compte précisé par le titulaire dans le marché.

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement est de trente (30) jours. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par la personne publique et sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ prestations reconnues conformes en tous points aux engagements du titulaire.
- ✓ aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

8.5.2. INTERETS MORATOIRES

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

8.6. ORDONNATEUR DE LA DEPENSE ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE

L'ordonnateur de la dépense relative au présent marché est le délégué régional de la Délégation Occitanie Pyrénées

Dont les coordonnées sont :

Monsieur Sylvain Bourgoïn
Délégation Régionale Occitanie Pyrénées de l'INSERM
Immeuble Le Belvédère
4ème étage
11 boulevard des Récollets
CS97802
31078 TOULOUSE CEDEX 4
sylvain.bourgoïn@inserm.fr

Le comptable assignataire du paiement de la dépense relative au présent marché est l'agent comptable secondaire de la Délégation Occitanie Pyrénées

Dont les coordonnées sont :

Madame l'Agent comptable secondaire de l'INSERM Occitanie Pyrénées, Anne-Isabelle Brendel,
Immeuble Le Belvédère
4ème étage
11 boulevard des Récollets
CS97802
31078 TOULOUSE CEDEX 4
anne.isabelle.brendel@inserm.fr

ARTICLE 9. MODIFICATIONS

9.1. MODIFICATION DU MARCHÉ

La modification des contrats en cours d'exécution est encadré par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Dans tous les cas les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

En cas de modification des conditions du marché telles qu'elles nécessitent la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la date de la notification dudit avenant après avis et/ou visa éventuel des instances de contrôle.

9.2. MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE

Les modifications suivantes qui sont relatives au titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du titulaire ;

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer l'Acheteur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant le changement, dans les plus brefs délais.

9.3. CHANGEMENT DE TITULAIRE

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou non, sauf accord écrit et préalable de l'Acheteur. Le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'Acheteur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer l'Acheteur dans les plus brefs et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés original datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion – absorption de la société Titulaire.

La cession du marché public acceptée par l'Acheteur fera l'objet d'un avenant conclu entre l'Acheteur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

Dans le cas où la cession du marché public ne pourrait s'opérer dans les conditions fixées à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le marché public pourra être résilié de plein droit par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 10. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire indique dans son offre les mesures qu'il prend dans le cadre de l'exécution du présent marché en faveur de la protection de l'environnement.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 11.2 du présent CCP.

ARTICLE 11. PENALITES

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 100€ pour l'ensemble du marché (dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS).

11.1. *DEFAULT DE REMISE DE RAPPORT*

Le défaut de remise de rapport (par appareil contrôlé) et de la synthèse fait l'objet d'une pénalité automatique de 15 €, sans mise en demeure.

11.2. *ABSENCE D'ETIQUETTE DE CONFORMITE*

Une pénalité de 50€ sera appliquée.

11.3. *AVIS DE PASSAGE FAISANT DEFAULT*

Pour chaque contrôle non honoré, une pénalité de 15 € est appliquée directement au prestataire, sans mise en demeure.

11.4. *PENALITES POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT*

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000€ en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement tels que définis dans les pièces du présent marché.

ARTICLE 12. SOUS-TRAITANT

En cas de marché portant uniquement sur des fournitures, la sous-traitance est interdite.

12.1. PROCEDURE D'AGREMENT

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le Titulaire a l'obligation de s'assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer l'Inserm par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'Inserm se réserve le droit de refuser le sous-traitant ou de l'autoriser. Le refus d'agréer un sous-traitant doit être justifié.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l'offre.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Inserm, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au soustraitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Inserm doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Inserm est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'Inserm lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

12.2. MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui est de trente (30) jours conformément à l'article 9.6.1 du présent CCP.

ARTICLE 13. ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Le Titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

L'assurance du Titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile après travaux ou livraison du Titulaire en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du Titulaire, de façon à faire bénéficier l'INSERM dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du Titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Inserm en cas d'inexécution.

Le Titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'INSERM une attestation de la police d'assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 14. RESILIATION

L'Inserm peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celle-ci conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

En plus des cas de résiliation pour faute prévus à l'article 41 du CCAG/FCS, si au cours du marché le TITULAIRE est défaillant dans ces prestations, l'Acheteur aura la possibilité de faire appel à une autre société aux frais du TITULAIRE. L'Acheteur pourra alors mettre fin au marché, après mise en demeure (indiquant au titulaire la sanction envisagée et qui invite le titulaire à présenter ses observations), assortie d'un délai d'exécution, restée infructueuse, sans indemnité pour le titulaire.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, aucune mise en demeure ne sera faite avant résiliation du marché en cas de pénétration dans un local sans autorisation préalable. Le marché sera résilié au tort du TITULAIRE et sans que le TITULAIRE puisse prétendre à une indemnité. Le non-respect de cette clause par le TITULAIRE ou la personne employée par le TITULAIRE entraînerait immédiatement l'interdiction d'accès à l'Inserm.

ARTICLE 15. DIFFERENDS – LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché et ne pouvant être réglé à l'amiable, est soumis à la juridiction compétente dans la résidence administrative de la Délégation Régionale Occitanie Pyrénées

Seul le droit français est applicable.

ARTICLE 16. ENGAGEMENT DES PARTIES

16.1. *ENGAGEMENT DU TITULAIRE*

Après avoir pris connaissance du présent document et des pièces qui y sont mentionnées, le signataire :

- Déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.
- Engage la société dont la raison sociale et les coordonnées sont indiquées à l'article 1.2 du présent CCP à exécuter les prestations demandées dans le présent marché aux prix indiqué dans l'annexe financière du présent accord-cadre ;

☐ Accepte le bénéfice de l'avance sous réserve que les conditions du marché rendent le versement de l'avance éligible.

☐ Renonce au bénéfice de l'avance.

Nom, prénom et qualité du signataire	Lieu et date de la signature	Signature

16.2. *ENGAGEMENT DE L'INSERM*

Nom, prénom et qualité du représentant de l'Inserm habilité à signer le marché public	Lieu et date de la signature	Signature

FIN DU DOCUMENT.